

PRÉSENTS :

M. Jean A. Guérin, M. A. (Écon.), président
M^e Lise Lambert, LL.L., vice-présidente
M. Jean-Noël Vallière, B. Sc. (Écon.)
Régisseurs

Groupe STOP

Demandeur

et

**Liste des intervenants dont les noms apparaissent à la page
suivante**

Intervenants

*Décision relative à la demande de rectification de la décision
D-2002-33 par le Groupe STOP*

Liste des intervenants :

- Association des consommateurs industriels de gaz (ACIG);
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ);
- Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale et Action Réseau consommateur (FACEF/ARC);
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Association des consommateurs d'affaires à moyen débit de gaz naturel et de petite et moyenne puissances en électricité du Québec (FCEI/ACAGNEQ);
- Gazifère Inc. (Gazifère);
- Gazoduc TransQuébec & Maritimes Inc. (Gazoduc TQM);
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie et Union pour le développement durable (GRAMÉ-UDD);
- Groupe STOP;
- Hydro-Québec;
- Option Consommateurs (OC);
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);
- Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROÉÉ).

Mis en cause :

- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM).

1. INTRODUCTION

Le 12 février 2002, la Régie de l'énergie (la Régie) rend la décision D-2002-33¹. L'examen des demandes de remboursement tient compte des étapes du dossier tarifaire 2002. L'étude du dossier a été scindée en deux parties distinctes.

La phase 1 comprend deux rencontres techniques et deux journées d'audience. La phase 2 comprend deux rencontres techniques, sept rencontres du Groupe de travail prévu dans le cadre du processus d'entente négociée (PEN) et une audience d'une demi-journée.

Le 4 avril 2002, la Régie reçoit une demande de rectification de la décision D-2002-33 du Groupe STOP concernant :

- une erreur de calcul commise lors du remboursement des taxes à cet intervenant;
- le traitement des frais des journées de réunion technique de la phase 1 du présent dossier;
- le traitement des heures inutilisées par les experts-analystes en préparation de l'audience de la phase 1.

Le 30 avril 2002, la Régie requiert les commentaires de SCGM au plus tard le 3 mai 2002. Elle invite également le Groupe STOP à déposer une réplique au plus tard le 8 mai 2002.

Le 2 mai, SCGM fait parvenir ses commentaires à la Régie et le Groupe STOP produit sa réplique le 8 mai 2002.

La présente décision statue sur cette demande de rectification du Groupe STOP.

2. POSITION DU GROUPE STOP

Le Groupe STOP soumet les arguments suivants au soutien de sa demande de rectification de la décision D-2002-33.

¹ Décision concernant les frais des intervenants relatifs à la demande de SCGM de modifier ses tarifs à compter du 1^{er} octobre 2001.

2.1 TAXES SUR LES FRAIS DE L'INTERVENANT POUR SA PARTICIPATION AU GROUPE DE TRAVAIL (PEN)

Le Groupe STOP prétend que la Régie a omis de lui accorder les taxes en sus du maximum de 14 400 \$ qui lui a été octroyé pour sa participation au Groupe de travail prévu dans le cadre du PEN. Le Groupe STOP invite la Régie à rectifier cette « erreur cléricale » et à lui accorder, conformément à son statut fiscal, 50 % de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) se rapportant aux frais du Groupe de travail. Le Groupe STOP renvoie la Régie à la décision D-2002-33 qui indique que les taxes sont remboursées dans la mesure où elles ne font pas l'objet d'une remise par les autorités fiscales et s'ajoutent, le cas échéant, aux enveloppes maximales prescrites.

2.2 OMISSION DES FRAIS DES JOURNÉES DE RÉUNION TECHNIQUE DE LA PHASE 1

Dans la décision D-2002-33, la Régie affirme à propos des frais du Groupe STOP en phase 1 :

« Les heures consacrées par l'expert en audience dépassent les barèmes. Bien que l'audience n'ait duré que 2 jours, l'expert de l'intervenant réclame le double. Ainsi, la Régie a retranché 16 heures à cet expert. »

Le Groupe STOP soumet que les deux journées refusées à son expert correspondent aux deux réunions techniques des 22 et 26 juin 2001. Le Groupe STOP ne conteste pas la décision de la Régie de considérer les deux réunions techniques comme équivalant à une seule journée; il est d'accord pour faire passer les quatre jours d'audience réclamés à trois. La Régie, soumet-il, aurait donc dû, en toute logique, accorder la valeur de trois jours d'audience au témoin-expert pour cette phase 1. À l'appui de sa demande de rectification, le Groupe STOP soumet que le *Guide de paiement des frais des intervenants* précise que :

« [...] jour d'audience : comprend les réunions techniques, les rencontres préparatoires, les réunions d'un groupe de travail formé par la Régie et les jours consacrés à un processus d'entente négociée [...]. »

En outre, il réfère à la page 12 de la décision D-2002-33 pour soutenir que la reconnaissance des deux demi-journées de réunions techniques est en sus des jours de préparation :

« [...] Pour les réunions techniques, la Régie reconnaît les deux demi-journées et, en sus, une journée de préparation. »

2.3 ALLOCATION DES HEURES INUTILISÉES PAR LES EXPERTS-ANALYSTES AU PROCUREUR

La Régie a réduit les frais du procureur, car le nombre d'heures réclamées dépassait les 12 heures maximales admissibles. La Régie, soumet le Groupe STOP, a toutefois omis de tenir compte d'un bloc de 6 heures inutilisées par ses experts-analystes. La Régie aurait dû, comme elle l'a fait à plusieurs occasions, accorder au procureur les 6 heures inutilisées par les experts-analystes dans la préparation de l'audience du 5 septembre 2001 (au taux d'analyste de 100 \$/heure plus taxes).

3. COMMENTAIRES DE SCGM

SCGM laisse le soin à la Régie de décider si cette demande de rectification présentée par le Groupe STOP le vendredi 5 avril 2002 en soirée a été soumise dans le délai approprié, la décision D-2002-33 ayant été rendue le 12 février 2002².

En ce qui a trait à l'erreur alléguée quant aux taxes sur les frais de l'intervenant au Groupe de travail (PEN), SCGM s'en remet à la décision D-2002-86 rendue sur la même question par la Régie à la suite d'une demande de rectification du RNCREQ.

En ce qui concerne les deux autres erreurs alléguées par le Groupe STOP, il apparaît difficile de conclure à la lecture des six pages soumises par son procureur au soutien de sa demande de « rectification » qu'il s'agit bel et bien d'erreurs rencontrant le critère prévu expressément à l'article 38 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la Loi) que la Régie a déjà appliqué, notamment dans les décisions D-99-43 et D-2002-86.

² Commentaires de SCGM en date du 2 mai 2002.

SCGM soumet que la demande du Groupe STOP en ce qui concerne les deuxième et troisième erreurs alléguées apparaît plutôt comme une tentative d'appel ou de révision de la décision D-2002-33.

4. RÉPLIQUE DU GROUPE STOP

Le Groupe STOP soumet que la Régie doit prendre acte de l'absence de contestation du délai par SCGM. Cette dernière a, à juste titre, choisi de ne pas le contester. En effet, la Loi ne prévoit aucun délai limite pour loger une demande de rectification, à plus forte raison lorsqu'il n'y a pas de contestation du délai de la part du distributeur³.

L'intervenant note que, dans sa lettre du 2 mai 2002, SCGM ne conteste pas, sur le fond, les erreurs alléguées par le Groupe STOP. La contestation de SCGM, selon l'intervenant, portait uniquement sur le choix de recours, ce à quoi le Groupe STOP répond :

- la lettre du 2 mai 2002 de SCGM ne présente aucun argument à l'encontre des deux autres motifs de rectification du Groupe STOP⁴ qui soit susceptible d'amener à la conclusion qu'il ne s'agit pas d'erreurs rectifiables;
- les erreurs dont le Groupe STOP demande la rectification sont comparables à des erreurs que la Régie avait déjà accepté de rectifier dans les décisions D-2002-86, D-99-119, D-98-129R et D-2000-15.

Par ailleurs, l'intervenant soumet que le Tribunal devrait faire preuve d'une précaution particulière avant de limiter les cas d'ouverture à la rectification. De telles limitations pourraient priver à long terme la Régie de la souplesse que lui procure sa propre capacité de rectification d'office de ses décisions.

³ Réplique du Groupe STOP en date du 8 mai 2002.

⁴ Omission des frais des deux demi-journées de réunion technique de la phase 1 et omission d'allouer au procureur les 6 heures inutilisées par les experts-analystes en préparation de l'audience du 5 septembre.

5. OPINION DE LA RÉGIE

Selon l'article 38 de la Loi :

« Une décision entachée d'erreurs d'écriture ou de calcul, ou de quelque autre erreur de forme, peut être rectifiée par la Régie. »

La notion d'erreur d'écriture ou de calcul doit être interprétée de façon restrictive. Il s'agit, selon le professeur Ouellette, d'une erreur de plume à caractère involontaire ou accidentel et non d'une omission. Ce n'est jamais l'erreur intellectuelle ou de jugement qu'on cherche, de cette façon, à réparer⁵.

5.1 ERREUR DE CALCUL COMMISE LORS DU REMBOURSEMENT DES TAXES AU GROUPE STOP

Dans la décision D-2002-86⁶, la Régie a établi que l'erreur commise, en n'additionnant pas les taxes au maximum admissible de 14 000 \$, affectait trois intervenants, soit le RNCREQ, le CERQ et le Groupe STOP. Dans le cas de ce dernier, la Régie statuait qu'elle se prononcerait sur sa situation dans une décision séparée étant donné qu'il avait introduit une demande de rectification en date du 3 avril 2002.

Après analyse de la demande de rectification du Groupe STOP sur ce point, la Régie est d'opinion que les conclusions de la décision D-2002-86 s'appliquent. Ainsi, la Régie reconnaît qu'il y a eu erreur de calcul en n'additionnant pas les taxes au maximum admissible de 14 400 \$. En conséquence, elle accorde un remboursement additionnel de 1 081,80 \$ au Groupe STOP conformément à son statut fiscal.

5.2 TRAITEMENT DES FRAIS DES JOURNÉES DE RÉUNION TECHNIQUE DE LA PHASE 1 DU DOSSIER R-3463-2001

Dans la décision D-2002-33, la Régie reconnaît aux experts et analystes 12 jours par intervenant, si un seul analyste ou expert était présent aux rencontres techniques et 14 jours

⁵ Y. Ouellette, *Les tribunaux administratifs canadiens*, Éditions Thémis, page 483.

⁶ Décision relative à la demande de rectification de la décision D-2002-33.

par intervenant si deux analystes et/ou experts y participaient⁷. Ces 12 jours ou 96 heures incluent les journées d'audience et de réunions techniques. Les heures réclamées par le Groupe STOP pour les experts et analystes dépassaient le maximum admissible. La Régie a ramené les heures réclamées au maximum admissible de 96 heures. En conséquence, le Groupe STOP n'a pas été pénalisé par une quelconque omission de la Régie. Cette dernière rejette donc la demande en rectification sur ce point, car l'accueillir reviendrait à permettre un dépassement du maximum admissible.

5.3 TRAITEMENT DES HEURES INUTILISÉES PAR LES EXPERTS ET ANALYSTES EN PRÉPARATION DE L'AUDIENCE DE LA PHASE 1

La Régie rejette la demande en rectification sur ce point. Dans le cas des experts et des analystes, il est spécifiquement mentionné que leur temps de préparation fait l'objet d'une enveloppe commune⁸. Elle souligne que le fait de fixer un nombre de jours différents et distincts pour chaque type de ressources (avocat par rapport aux experts et analystes) est le reflet des orientations de la Régie en matière de frais.

VU ce qui précède;

CONSIDÉRANT la *Loi sur la Régie de l'énergie*⁹ notamment l'article 36 et le *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*¹⁰;

CONSIDÉRANT la décision D-99-124 et le *Guide de paiement des frais des intervenants* ainsi que les décisions D-2001-157, D-2001-164, D-2001-214 et D-2001-232;

La Régie de l'énergie :

ACCORDE au Groupe STOP un montant de 1 081,80 \$ représentant le remboursement de taxes conformément à son statut fiscal;

⁷ Décision D-2002-33, R-3463-2001, 12 février 2002, page 12.

⁸ Décision D-99-124, dossier R-3412-98, 22 juillet 1999, *Guide de paiement des frais des intervenants*, page 7.

⁹ L.R.Q. c. R-6.01.

¹⁰ (1998) 130 G.O. II, 1245.

REJETTE la demande de rectification du Groupe STOP à l'effet d'accorder une journée d'audience additionnelle à son expert;

REJETTE la demande de rectification du Groupe STOP à l'effet d'accorder les 6 heures inutilisées par ses experts-analystes au procureur;

ORDONNE au distributeur de rembourser au Groupe STOP, dans un délai de 30 jours, le montant accordé au titre des taxes.

Jean A. Guérin
Président

Lise Lambert
Vice-présidente

Jean-Noël Vallière
Régisseur

Liste des représentants :

- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM) représentée par M^e Jocelyn B. Allard;
- Association des consommateurs industriels de gaz (ACIG) représentée par M^e Guy Sarault;
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ) représenté par M^e Michel Davis;
- Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale et Action Réseau consommateur (FACEF/ARC) représenté par M^e Hélène Sicard;
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Association des consommateurs d'affaires à moyen débit de gaz naturel et de petite et moyenne puissances en électricité du Québec (FCEI/ACAGNEQ) représenté par M^e André Turmel;
- Gazifère Inc. (Gazifère) représentée par M^e Louise Tremblay;
- Gazoduc TransQuébec & Maritimes Inc. (Gazoduc TQM) représentée par M. Phi P. Dang;
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie et Union pour le développement durable (GRAME-UDD) représenté par M^e Jean-François Gauthier;
- Groupe STOP représenté par M^e Dominique Neuman;
- Hydro-Québec représentée par M^e F. Jean Morel;
- Option consommateurs (OC) représentée par M^e Éric McDevitt David;
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) représenté par M^e Pierre Tourigny;
- Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROÉÉ) représenté par M^e Ève-Lyne H. Fecteau;
- M^e Philippe Garant pour la Régie de l'énergie.